



**Groupe d'Économie
Solidaire du Québec**



**Coopérative
de développement
régional de l'Estrie**

*Pour une société prospère...
l'Estrie coopère*



**Carrefour
de solidarité internationale**



**FÉDÉRATION DE
L'UPA-ESTRIE**

COMAX-Estrie

**POUR RÉPONDRE À LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE
LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE**

**Université d'été du GESQ en Estrie
Centre d'arts Orford
Jeudi et vendredi, les 27-28 mai 2010**

**UN PROJET COLLECTIF DE :
Carrefour de solidarité internationale
COMAX-Estrie
Coopérative de développement régional de l'Estrie
Fédération de l'Union des producteurs agricoles - Estrie**

Coordonnées du GESQ

LAREPPS École de Travail social
Université du Québec à Montréal
CP 8888, Succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8

www.uqo.ca/ries2001
Tél. : 514 987-3000, poste 4785
Courriel : renelachapelle@videotron.ca

Invitation du président

Depuis 20 ans, la mondialisation a transformé le contexte économique, social et politique : grandes transitions économiques, politiques, sociales et environnementales, mais aussi explosion des pratiques alternatives un peu partout dans le monde. Les grandes organisations sociales nées ou reconstituées dans l'après-guerre, qui ont façonné le développement, doivent recomposer leur action dans ce nouvel environnement. Le mouvement syndical, le mouvement des agriculteurs, le mouvement coopératif et le mouvement des femmes prennent le virage d'une mondialisation alternative. On assiste aussi à l'émergence de nouveaux réseaux et de nouvelles organisations pour une consommation responsable, un commerce équitable, des entreprises socialement responsables, etc. Les réseaux de développement local se multiplient pendant que l'action collective s'internationalise. Les Forums sociaux à toutes les échelles en sont une éloquente illustration.

La **crise alimentaire** menace tous les pays, mais frappe plus durement les populations du Sud. Nos réponses collectives proposent de revoir les modèles de développement en fonction de **la souveraineté alimentaire**. Quelles actions sont porteuses d'avenir dans une perspective de solidarité internationale? Nous avons à relever le défi d'inventer des alternatives durables, de partager nos acquis et de soutenir activement les paysans du Sud et les stratégies qu'ils développent.

L'Université d'été du Groupe d'Économie Solidaire du Québec (GESQ), se veut donc un espace de réflexion collective sur ces nouveaux enjeux dans une perspective Nord-Sud. En Estrie, nous souhaitons réunir les leaders des différentes organisations pour réfléchir sur une dimension capitale de la crise globale que nous traversons.

René Lachapelle
Président du GESQ

Mise en contexte

Les crises alimentaire, climatique, énergétique et financière sont bel et bien les symptômes de l'échec du modèle actuel de développement et l'expression d'enjeux communs au Nord comme au Sud. L'une des grandes ruptures qui s'impose est celle du modèle de production pratiqué depuis la deuxième moitié du XX^e siècle. La fin prévisible et mesurée des matières premières non renouvelables, la destruction des écosystèmes et de la ressource essentielle qu'est l'eau, ainsi que l'impasse du modèle actuel de production agricole nous placent devant un monde qui rétrécit à grande vitesse. L'**agriculture** est l'indicateur par excellence de cette dynamique qui affecte le local et le mondial.

À Genève, où se déroulaient les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à l'été 2008, l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA) a vite vu venir la remise en cause de la gestion de l'offre (GO) au Québec et au Canada. La GO est la clé de voûte d'un système bâti pendant 50 ans par les agriculteurs et les gouvernements pour assurer un revenu équitable aux producteurs et des prix raisonnables aux consommateurs. On constate donc que les enjeux locaux sont aussi mondiaux et que les enjeux mondiaux nous touchent à l'échelle locale.

« Dans les années 1970, au Québec, les solutions émanant des défis et des enjeux agricoles prennent leurs sources sur notre territoire et le ministre de l'Agriculture est actif dans le dossier. Dans les années 1980, lorsque survient un problème, le plus souvent, on peut trouver une réponse à Ottawa, auprès d'un ministre qui avait les moyens de partager ses vues avec ses homologues des provinces. Depuis les années 1990, lorsque nous rencontrons le ministre fédéral de l'Agriculture, il est entouré d'une cohorte de fonctionnaires qui s'emploient à lui rappeler que les décisions se prennent à Genève par d'autres fonctionnaires, internationaux cette fois, qui ne connaissent rien de l'agriculture autrement que par des statistiques s'appuyant sur les moyennes de la géographie politico-agricole. »

André Beaudoin
Secrétaire général, UPA-DI
Conférence internationale de Gatineau
Septembre 2008

Selon un rapport rendu public le 23 septembre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 37 pays sont menacés d'une crise alimentaire. La production alimentaire mondiale devra augmenter de 70 % pour nourrir 2,3 milliards de personnes de plus d'ici 2050, et ce, dans un contexte où il faut d'ores et déjà intensifier la lutte contre la pauvreté et la faim et utiliser plus efficacement les ressources naturelles.

Environ 70 % de la population mondiale vivra dans les villes ou les régions urbaines à l'horizon de 2050, une augmentation de 49 %. Bien qu'on estime que l'augmentation de la production sera obtenue à 90 % de rendement plus élevé et de l'accroissement de l'intensité culturale, les terres arables devront augmenter.

La FAO préconise un accroissement des investissements dans l'agriculture primaire d'environ 60 % et en fait une priorité absolue, car l'agriculture ne produit pas seulement de la nourriture, mais crée également des revenus et soutient les moyens d'existence ruraux.

Les mouvements coopératif, syndical, paysan, communautaire, des femmes et de la consommation responsable au Québec et dans le monde doivent renouveler leurs stratégies à la fois au plan local et au plan international. Il en va des propres intérêts de leurs membres aussi bien que des impératifs d'une solidarité internationale sans laquelle les initiatives locales ont peu d'avenir. Nos organisations civiles sont de puissants leviers collectifs de développement qui ne relèvent ni de la logique strictement marchande ni de la logique du seul service public, mais bien de l'intérêt général.

LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE, C'EST D'ABORD NOURRIR NOTRE MONDE !

« Par souveraineté alimentaire, on entend le droit des peuples à définir leur propre politique alimentaire et agricole; à protéger et à réglementer la production et les échanges agricoles nationaux de manière à atteindre des objectifs de développement durable; à déterminer leur degré d'autonomie alimentaire et à éliminer le dumping sur leurs marchés. La souveraineté alimentaire ne va pas à l'encontre du commerce dans la mesure où ce dernier est subordonné au droit des peuples à une production agricole et alimentaire locale, saine et écologique, réalisée dans des conditions équitables qui respectent le droit de tous les partenaires à des conditions de travail et de rémunération décentes. »

Coalition québécoise pour la souveraineté alimentaire
Déclaration commune signée lors du
Rendez-vous québécois pour la souveraineté alimentaire
7 décembre 2007

Horaire de l'Université d'été 2010

Jeudi, le 27 mai

9h00 Mot d'ouverture de René Lachapelle, président du GESQ
Mot de bienvenue de Maurice Bernier, président de la CRÉ de l'Estrie
Présentation de l'Université d'été par Janvier Cliche du comité organisateur estrien

9h20 Conférence d'ouverture



La faim et le profit : une analyse de la crise du système alimentaire au Sud

Dom Tomás Balduino

Évêque émérite de Goiás (Brésil)

Initiateur du Mouvement des sans-terre

Membre du Conseil permanent de la Commission Pastorale de la Terre

10h30 Pause santé

10h45 Atelier 1

Diagnostic des enjeux pour l'agriculture et l'alimentation

François Bourassa, président de la Fédération de l'UPA-Estrie : *Le point de vue de l'UPA*

Franklin Midy: *La souveraineté alimentaire, un projet en marche avant et au lendemain du tremblement de terre en Haïti*

Claire Bolduc, présidente de Solidarité rurale Québec : *Occuper le territoire pour nourrir notre monde*

11h30 Période de questions et d'échanges

12h15 Dîner

13h30 Atelier 2

La souveraineté alimentaire, enjeux et pistes de solution

Frédéric Paré, coordonnateur de la Coalition pour la souveraineté alimentaire : *La souveraineté alimentaire pour assurer la sécurité alimentaire*

Adama Koné, agent de développement de l'Association Kilabo (Mali) : *Les enjeux de la souveraineté alimentaire au Mali et l'action paysanne*

Elsa Beaulieu, Marche mondiale des femmes : *La souveraineté alimentaire, un enjeu de premier ordre pour les femmes*



14h15 Période de questions et d'échanges

14h45 Pause santé

15h00 Atelier 3

Répondre localement aux enjeux mondiaux

Les coopératives, les organisations de producteurs agricoles, les syndicats et les organisations de solidarité internationale se distinguent parce qu'elles reposent sur des structures solidaires qui permettent l'exercice d'une citoyenneté active. Mais surtout, elles peuvent ensemble constituer un mouvement lorsqu'elles savent forger des alliances durables entre elles et avec d'autres acteurs sociaux. Ces organisations sont alors porteuses d'un projet de société démocratique et solidaire aujourd'hui requis pour un développement durable. Ces organisations sont nos meilleurs atouts pour faire face à cette crise aux multiples facettes. C'est ici que se présente toute la pertinence de faire front commun pour faire progresser la souveraineté alimentaire ici comme au Sud. Comment cette convergence se réalise-t-elle en Estrie? Comment se réalise-t-elle au Sud? Comment peut-elle émerger à l'échelle mondiale?

Marcel Groleau, président de la Fédération des producteurs de lait du Québec : *La gestion de l'offre dans la production laitière – le point de vue de GO5*

Jacques Lambert, directeur général de la Corporation des services regroupés de l'Estrie : *L'approvisionnement durable*

André Nault, fondateur du Marché de solidarité régionale des AmiEs de la Terre de L'Estrie : *Rendre accessible la production locale*

15h45 Période de questions et d'échanges

16h00 Lancement de livre

Les défis d'une mondialisation solidaire - Mouvements sociaux, démocratie et développement

Auteurs : Louis Favreau, Lucie Fréchette et René Lachapelle



16h30 Activité culturelle

Vendredi, le 28 mai

9h00 Atelier 4

Commerce équitable et agriculture soutenue par la communauté : enjeux, risques et conditions d'un changement d'échelle

Quelles sont les stratégies développées par des initiatives telles que le commerce équitable ou l'agriculture soutenue par la communauté pour peser au-delà de la sphère locale? Ont-elles débouché sur des avenues, sur des impasses? Quelles seraient les conditions pour que ce changement d'échelle ne débouche pas sur une dilution des initiatives dans le modèle dominant, mais s'inscrivent réellement dans une dynamique de changements sociaux ?

Anne-Marie Legault, coordonnatrice à la recherche d'Équiterre : *L'agriculture soutenue par la communauté*

Caroline Poirier, productrice participante au programme *Agriculture soutenue par la communauté : Origine et objectifs de l'agriculture soutenue par la communauté*

Christian Guiollot, responsable du commerce équitable du Carrefour de solidarité internationale : *Les systèmes de garantie participatifs*

Véronique Bisailon, co-auteure du livre *Le commerce équitable Sud-Sud comme mouvement de transformation*

9h45 Période de questions et d'échanges

10h15 Pause

10h30 Atelier 5

La solidarité internationale : quelle coopération Nord-Sud face à l'enjeu alimentaire ?

Du local au mondial, les enjeux se rejoignent, mais les États demeurent encore les principaux régulateurs de l'économie. Au Nord comme au Sud, la capacité des mouvements d'influencer les politiques dans le sens des intérêts communs demeure une clé majeure du changement. Les organisations de la société civile doivent avoir les moyens de s'exprimer. Les moyens au Nord sont nettement considérables, mais l'un des principaux défis de nos organisations de solidarité est de faire en sorte que les sociétés civiles du Sud aient elles aussi les moyens d'agir.

Il y a aujourd'hui, à des degrés variables au Sud comme au Nord, une volonté politique de reconstruire les régulations économiques et sociales pour contraindre les multinationales, favoriser la souveraineté alimentaire et développer les marchés intérieurs. Bref, prendre le virage du développement social pour conjurer les catastrophes écologiques. À l'heure où la mondialisation s'accélère, où les pouvoirs des États tendent à s'effriter et les multinationales à s'affranchir encore plus aisément des régulations nationales, de nouveaux acteurs de développement stimulent l'organisation des communautés locales dans les associations de quartier, les regroupements villageois, les associations de producteurs, les associations de femmes, les associations de jeunes, les réseaux coopératifs, etc. Dans une perspective de développement durable et solidaire des territoires, leurs actions innovent et préparent des alternatives. Des organisations de coopération internationale (OCI) sont très actives dans ce type de travail de plus en plus en synergie avec les syndicats, les organisations de producteurs agricoles et le mouvement coopératif.

Alain Plouffe, directeur Afrique et Asie de SOCODEVI : *Le mouvement coopératif québécois et la solidarité avec le Sud sur l'enjeu alimentaire*

Adama Koné, agent de développement de l'Association Kilabo (Mali) : *L'expérience du CSI et de Kilabo, vingt ans de solidarité*

Linda Gagnon, chargée de projet, SUCO : *L'expérience de SUCO en Haïti et en Amérique centrale*

André Beaudoin, secrétaire général de l'UPA-DI : *L'UPA-DI en Afrique de l'Ouest*

11h30 Période de questions et d'échanges

12h00 Clôture de l'événement

René Lachapelle, président du GESQ : *Une première synthèse et une invitation au Forum social mondial de Dakar en janvier 2011*

Louis Favreau, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités – UQO / GESQ : *Invitation à la conférence internationale organisée par le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM) et l'Alliance de recherche universités/communautés – Développement territorial et coopération (ARUC-DTC), les 23-24 septembre 2010*

Janvier Cliche, comité organisateur estrien : *Mot de la fin*

12h30 Fin de l'Université d'été

Pour aller plus loin

Quelques références

Brunel, Sylvie (2009). *Nourrir le monde. Vaincre la faim*. Éd. Larousse, Paris.

Carfantan, Jean-Yves. (2009). *Le choc alimentaire mondial. Ce qui nous attend demain*. Ed. A.Michel, Paris.

Développement et Paix (2008). *La faim et le profit: crise du système alimentaire*. D&P, Montréal.

Doucet, C. et L. Favreau (2008). *Organisations de producteurs agricoles et de paysans dans le monde. La Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA)*. ARUC-ISDC, UQO, Gatineau.

Favreau Louis, Lucie Fréchette et René Lachapelle (2008). *Coopération Nord-Sud et développement, le défi de la réciprocité*. Ed. des PUQ, Québec.

Fédération internationale des Producteurs Agricoles. *Agriculteurs du monde*. Bulletin de la FIPA, Genève.

Fédération internationale des Producteurs Agricoles (2008). «La crise alimentaire mondiale : les solutions des agriculteurs». Projet de déclaration du 38^e congrès mondial des agriculteurs à Varsovie, FIPA, 4 pages, <http://www.ifap.org/>

Maé Maé (2008 et 2009). *Bulletin Maé Maé*. UPA-DI, Longueuil.

Réseau des organisations paysannes & de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (2008). *Déclaration de la Plateforme Panafricaine des organisations paysannes*. Addis-Ababa, Ethiopie, le 23 mai 2008. [En ligne] : <http://www.roppa.info/spip.php?article115>

Sites Internet à consulter

AgriCord

<http://www.agricord.org/>

Fédération internationale des producteurs agricoles

<http://www.ifap.org/>

Réseaux des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'ouest

<http://www.roppa.info/>

UPA Développement international

<http://www.upadi-agri.org/>

Sites web des organisations partenaires de l'Université d'été

Carrefour de solidarité internationale (CSI)

<http://www.csisher.com/>

Coopérative de développement régional de l'Estrie (CDR)

<http://www.cdre.fcdrq.coop/>

CSN - Comité de solidarité internationale de l'Estrie

<http://www.csn.qc.ca/web/international/cooperation-internationale>

Fédération de l'UPA-Estrie

<http://www.upa.qc.ca/>

Groupe d'Économie Solidaire du Québec (GESQ)

<http://www.uqo.ca/ries2001/gesq/>

FORMULAIRE D'INSCRIPTION

Nom _____ Prénom _____

Monsieur Madame

Organisme (s'il y a lieu) _____

Adresse de correspondance _____

_____ Code postal _____

Adresse courriel _____

Téléphone (domicile) _____ (travail) _____

Frais d'inscription (incluant les pauses santé et le dîner du jeudi 27 mai) :

65 \$ adulte _____ 45 \$ étudiant _____

S'il vous plaît, libellez votre chèque à l'ordre du **Carrefour de solidarité internationale**.

Faites parvenir votre inscription accompagnée de votre paiement à l'adresse suivante :

Université d'été 2010
Carrefour de solidarité internationale
165, rue Moore
Sherbrooke (Québec) J1H 1B8

Hébergement

Il est possible pour les participants de l'Université d'été du GESQ de loger à l'auberge du Centre d'art Orford au tarif de 68\$ par nuitée. Pour réserver, appelez au 819 843-3981, poste 232 ou au 1-800-567-6155. Pour plus de détails sur l'auberge, visitez le site Internet www.arts-orford.org/sgc/lang/fr/home/pid/653.

Se rendre au Centre d'arts Orford

Coordonnées :

Centre d'arts Orford
3165, chemin du Parc
Orford (Québec) J1X 7A2

